

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota
En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito
Semaine du 21 décembre 2023

Le chiffre de la semaine

La Banque centrale a baissé le taux directeur de 25 pdb, le ramenant à 13 %. Cette baisse intervient alors que l'inflation oscille autour de 10,2 %, bien au-dessus de l'objectif de 3 % de la Banque centrale. Bien que l'inflation ait diminué au T2 2023, certains estiment qu'il était prématuré de revoir à la baisse le taux. Ainsi, la baisse du taux directeur est interprétée par certains comme une réponse au ralentissement économique que traverse la Colombie (-0,3 % g.a. au T3 2023). Ce ralentissement aurait poussé la Banque centrale à assouplir la politique monétaire pour stimuler les dépenses agrégées, en particulier les investissements, qui ont chuté.

LE CHIFFRE A RETENIR

13 %

Il s'agit du taux directeur, revu à la baisse par la Banque centrale (-25 pdb)

La Banque centrale a cependant indiqué que le maintien de la tendance à la baisse de l'inflation au cours des huit derniers mois avait été le facteur clé de la réduction du taux. **Pour rappel, l'inflation est passée de 13,3 % g.a. en avril à 10,2 % g.a. en novembre.** Le Conseil d'administration de la Banque centrale a cependant appelé à la prudence quant aux discussions en cours sur l'ajustement du salaire minimum, afin que son augmentation ne dépasse pas de manière significative l'inflation de 2023. Ceci en tenant compte des gains de pouvoir d'achat obtenus en 2023 et attendus en 2024 en raison de la baisse prévue de l'inflation. **Pour mémoire, le gouvernement a proposé une augmentation de 10 %, portant le salaire minimum à 1,276 M COP, en ligne avec les prévisions d'inflation pour l'intégralité de l'année, mais cette proposition n'a – pour l'heure – été acceptée par aucune des parties.**

En outre, la Banque centrale a lancé un programme d'accumulation de réserves internationales pour augmenter ses réserves internationales de 1,5 Md USD. Le programme vise à maintenir des niveaux appropriés de liquidité externe et à se préparer à une éventuelle sortie progressive de la Ligne de Crédit Flexible (LCF) dont dispose la Colombie auprès du FMI, conformément à ce qui a été annoncé lors du dernier renouvellement de l'instrument, et compte tenu de l'incertitude persistante dans le contexte mondial.

Bolivie

Le Dollar Étatsunien (USD) atteint les 7,70 BOB sur le marché parallèle.

Les vendeurs informels ont indiqué que la pénurie de dollars s'est accrue au cours des dernières semaines et que, lorsque la devise est disponible, elle est vendue jusqu'à 7,70 BOB/USD (le taux officiel étant de 6,96 BOB/USD). Cette dépréciation officielle est également ressentie sur les marchés formels, car les banques prélèvent actuellement des « commissions » qui augmentent le coût des transactions en dollars jusqu'à 10 %, rapprochant le taux de change final du taux visible sur les marchés parallèles. Selon la Chambre Nationale des Exportateurs Boliviens (Caneb), la dépréciation du BOB sur les marchés informels pourrait être due à une demande accrue pour les fêtes de fin d'année, dans un contexte où les réserves internationales nettes (RIN) de la Banque Centrale (BCB) sont à des niveaux critiques. **En août dernier (derniers chiffres disponibles), la BCB disposait de 438 M USD en devises, alors que le pays a besoin d'un peu plus de 900 M USD par mois pour garantir son niveau d'importations.**

La Bolivie signe un accord de 450 M USD avec une entreprise russe afin d'exploiter le lithium.

La Bolivie a annoncé la signature d'un accord avec l'entreprise publique russe Uranium One Group pour l'exploitation de ce minerai clé dans la transition vers l'énergie propre. L'accord prévoit l'installation d'une usine pilote pour l'extraction du lithium dans les salines (salars) du sud du pays. L'entreprise russe, filiale de l'entreprise publique russe d'énergie atomique (Rosatom), assumera l'investissement total au cours des deux prochaines années. Selon Karla Calderón, présidente de l'entreprise publique en charge de l'exploitation des gisements de lithium boliviens (YLB), l'usine pilote produira 1000 tonnes la première année. Dans une deuxième phase, la production passera à 8000 tonnes et dans une troisième phase, 5000 tonnes supplémentaires seront ajoutées, pour un total de 14000 tonnes par an. **La Bolivie s'attend à ce que ses exportations de lithium atteignent 5 Md USD l'année prochaine, soit plus que les ventes de gaz, sa principale ressource jusqu'à présent, mais dont l'industrie traverse une crise profonde en raison du manque d'investissements dans l'exploration.**

Colombie

Le Président Petro tient sa promesse en mettant fin à la subvention sur l'essence.

Cette mesure a été saluée par une grande partie de ses opposants, y voyant un engagement envers la stabilité budgétaire, et par ses alliés, considérant qu'il s'agit d'une étape vers la réduction de la consommation d'énergies fossiles. **Pour mémoire, à l'arrivée de Petro au pouvoir en août 2022, la Colombie affichait l'un des prix de l'essence à la pompe les plus bas de la région, juste au-dessus du Venezuela et de la Bolivie.** Ceci était le résultat d'un système instauré en 2007 dans le but d'atténuer les fluctuations abruptes des prix, mais qui s'est révélé être fortement déficitaire pour l'État. Ainsi, le gouvernement a mis fin à cette subvention en augmentant progressivement les prix depuis octobre 2022. **Malgré ce succès, un défi subsiste : revoir le prix du diesel, qui continue de bénéficier de subventions de l'État et est largement utilisé par les transports en commun et le transport de marchandises.** Un retrait abrupt des subventions au diesel impacterait significativement l'inflation, alors que la Banque centrale vient tout juste d'entamer une sortie progressive de sa politique monétaire restrictive, dans le contexte d'une inflation qui reste forte (cf. chiffre de la semaine).

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation en g.a.	Ce jour
Bourse (COLCAP)	-0,51 %	-4,80 %	1 168 pts
Change USD/COP	-1,27 %	-17,28 %	3 941
Change EUR/COP	-0,64 %	-14,42 %	4 326
Prix du baril colombien (USD)	+2,15 %	-0,50 %	79,04

Ecopetrol, MinCiencias et MinEnergía lancent un appel d'offres dans le but d'accélérer la transition énergétique.

Ecopetrol, en collaboration avec les Ministères de la Science, de la Technologie et de

L'Innovation, ainsi que des Mines et de l'Énergie, a lancé un appel à projets qui mettra à disposition plus de 5 M USD (20 Md COP) pour résoudre cinq défis liés à la transition énergétique, à la technologie et à la durabilité et à l'environnement. La compagnie pétrolière nationale a annoncé que chaque bénéficiaire pourra accéder à un budget pouvant atteindre 1 M USD (4 Md COP) pour développer des projets. Ainsi, Ecopetrol a déclaré : *« Nous visons le développement de solutions dans les domaines suivants : énergie renouvelable à partir de biomasse ; optimisation des produits de pyrolyse du plastique ; réutilisation des eaux usées domestiques ; valorisation du dioxyde de carbone par le biais de symbiose industrielle ; et technologie pour améliorer la qualité de l'air »*. Pour mémoire, Ecopetrol s'est engagé à accélérer la décarbonisation et a adhéré, lors de la COP28, à l'engagement international qui vise à l'accélérer la décarbonisation. Ainsi, Ricardo Roa Barragán, président d'Ecopetrol, a déclaré *« Au travers de la science, de la technologie et de l'innovation, nous contribuons aux transformations dont la Colombie a besoin. Ces défis représentent une opportunité de créer des solutions disruptives et de générer de nouvelles connaissances au profit de tous les Colombiens »*.

L'institut statistique colombien (DANE) a publié l'Indicateur de Suivi de l'Économie (ISE), révélant une contraction de -0,4 % en g.a. en octobre.

Par secteurs, les contractions les plus significatives ont été enregistrées dans les industries manufacturières et la construction, avec des baisses respectives de -5,2 % et -3,0 %. **Ainsi, le T4 suit la tendance du T3, étant donné que pour la période de juillet à septembre, le Dane a signalé une contraction de -0,3 % g.a. du PIB.**

Le président de l'ANDI (équivalent du MEDEF en Colombie) a mis en avant que, au-delà de cette décélération économique, la baisse notable des investissements suscitait également des inquiétudes. Ainsi, il a souligné

que selon la dernière enquête d'opinion industrielle, 40 % des entreprises avaient déclaré qu'elles n'avaient pris aucune décision d'investissement en Colombie cette année, et 19,3 % avaient même réduit le montant des investissements prévus.

Fitch Ratings anticipe un non-respect de la règle budgétaire par le gouvernement en 2024.

L'agence de notation *Fitch Ratings* anticipe que l'Etat ne respectera pas la règle budgétaire en 2024 et en 2025. **Selon l'agence, le déficit budgétaire pourrait atteindre -5,2 % du PIB l'année prochaine, avec un ralentissement économique impactant également les recettes fiscales.** Dans ce contexte, le gouvernement pourrait réduire les dépenses pour respecter la règle budgétaire, mais cela aurait un impact négatif sur la croissance économique. **L'agence de notation a également analysé les gouvernements régionaux entrants et s'attend à une augmentation des investissements physiques à partir du S2 de 2024.** Cela pourrait contribuer à atténuer l'impact négatif du non-respect de la règle budgétaire.

Le phénomène climatique El Niño ferait augmenter le prix de la facture d'électricité et d'eau.

Alors que le phénomène El Niño progresse, les prévisions indiquent un impact significatif sur les prix et l'approvisionnement de l'énergie, ainsi que sur l'eau potable. **Ainsi, selon les estimations de l'Anif, le phénomène climatique entraînera une hausse du coût de l'électricité jusqu'à 2 pt%, tandis que le prix de l'approvisionnement en eau augmenterait de 2,3 pt%.** En outre, dans l'ensemble, l'Anif estime un effet agrégé potentiel de 0,5 pt% supplémentaire sur l'inflation totale.

Equateur

L'Assemblée Nationale a approuvé la réforme fiscale d'urgence du gouvernement.

L'Assemblée Nationale a approuvé la « loi d'efficacité économique et de création d'emplois » envoyée par le gouvernement dans les jours suivant son entrée en fonctions. Le texte prévoit des mesures permettant – selon les estimations du Gouvernement – de collecter jusqu'à 832 MUSD en 2024 au titre d'une remise des intérêts comme incitation pour que les contribuables en retard paient se mettent à jour

avec le fisc. L'agence de notation S&P estime que cette loi apportera des ressources à court terme, mais pas pour les années les plus critiques (2025 et 2026), en termes d'échéances de dette souveraine. Bien que les mesures prévues pour attirer les investissements privés et pour faciliter la création de nouveaux emplois peuvent avoir des effets positifs sur l'économie, ceux-ci ne se matérialiseront nécessairement qu'à plus long terme.

Le gouvernement est à la recherche de liquidités à court terme.

Pour faire face à une fin d'année difficile, avec un déficit frôlant les 6 Md USD et des besoins immédiats de l'ordre de 2,5 Md USD d'ici la fin décembre, le ministère des finances prévoit de finir l'année avec des arriérés de l'ordre de 5 Md USD (essentiellement à la sécurité sociale et aux municipalités). **Par ailleurs, le ministre des finances a annoncé la possibilité de vendre une partie de ses réserves d'or (10 % des réserves, soit environ 250 M USD), ainsi que l'émission de dette interne (bons du Trésor) d'un montant de 844 M USD.**

Guyana

Le gouvernement a étendu la date limite de dépôt des propositions pour le projet hydroélectrique Amaila Falls.

La réinvitation à propositions selon un modèle *Build-Own-Operate-Transfer* (BOOT) a été initialement lancée en octobre avec une date limite fixée au 28 novembre. Cependant, la date limite a été changée au 29 décembre 2023. **Pour mémoire, les parties intéressées doivent soumettre une proposition basée sur un modèle BOOT, comprenant la construction d'un barrage hydroélectrique, de lignes de transmission d'Amaila à Linden, ainsi que de sous-stations sur le site d'Amaila, ainsi que des améliorations et l'achèvement des routes et ponts vers le site.**

Le pétrole du Guyana met fin à 20 ans de déficit de la balance courante.

Après deux décennies de déficits de la balance courante, le paysage économique du Guyana a subi une transformation majeure en 2022. **La balance courante a enregistré un excédent de 23,8 % du produit intérieur brut (PIB). Selon le Fonds monétaire international (FMI), cette**

amélioration est principalement attribuable à la croissance du secteur pétrolier, les exportations de pétrole ayant augmenté de plus de 200 %, dépassant ainsi la hausse des importations liée aux services dans le secteur pétrolier et aux prix élevés des produits de base.

Dans le rapport au titre de l'article IV des statuts du FMI sur le Guyana, le FMI a indiqué que le passage à un excédent de la balance courante a également eu un impact positif sur l'épargne nationale, atteignant 33,7 % du PIB, contre une situation négative de -17 % précédemment.

Suriname

Le conseil d'administration du FMI approuve la 4^{ème} revue du programme FMI.

L'approbation de la 4^{ème} revue par le conseil d'administration du FMI repose sur un accord conclu le mois dernier entre une équipe technique du FMI et les autorités surinamaises. Elle a ainsi permis le prolongement du programme FMI jusqu'en mars 2025 et l'augmentation du soutien financier du FMI de 63 M USD. En outre, elle a autorisé le décaissement de 53 M USD. De ce montant, environ 26 M USD sont destinés à soutenir le budget de l'Etat, tandis que la portion restante sera allouée à la Banque centrale du Suriname au titre des réserves monétaires internationales. Avec le transfert de ces 53 M USD, le Suriname a reçu du FMI un montant total de 263 M USD pour appuyer la mise en œuvre du programme de relance économique.

Le Suriname octroie des blocs en eaux profondes à TotalEnergies, Shell, Petronas et QatarEnergy.

Des contrats de partage de production ont été signés pour les blocs 63, 64 et 65, qui faisaient partie du cycle d'appel d'offres de Demerara. Pour le bloc 63, un accord de partage de production entre Staatsolie (compagnie pétrolière publique) a été signé avec Petronas. Quant au bloc 64, un accord de partage de production a été signé avec les partenaires TotalEnergies, QatarEnergy et Petronas, qui avaient soumis conjointement des offres. TotalEnergies est le principal contributeur avec une participation de 40 %, tandis que QatarEnergy et Petronas détiennent chacune une participation de 30 %. En outre, BG International, une filiale de Shell, et

QatarEnergy ont signé un accord de production pour le bloc 65, avec QatarEnergy détenant 40 % et Shell 60 % en tant qu'opérateur.

Par ailleurs, l'appel d'offres *Shallow Offshore 2* pour onze blocs dans la zone d'eaux peu profondes, est actuellement en cours. Cette zone est située au sud des découvertes de pétrole et de gaz en eau profonde, et au nord des champs de production de Staatsolie dans le district de Saramacca, avec des profondeurs d'eau allant jusqu'à 150 mètres.

Pérou

La Banque centrale a de nouveau abaissé le taux directeur, à 6,75 % (-25 pnb).

La Banque Centrale de Réserve du Pérou (BCRP) a de nouveau abaissé le taux directeur en décembre, cette fois de 25 pnb, à 6,75 %. **Pour mémoire, le pic a été atteint en janvier dernier, à 7,75%.** Le mandat de la Banque centrale péruvienne est l'atteinte d'une inflation à 2 % ± 1 pt%. **Le taux d'inflation en g.a. est passé de 4,3 % en octobre à 3,6 % en novembre.** Cet indicateur est en baisse depuis le début de l'année 2023, mais demeure au-dessus de la cible de l'autorité monétaire. Selon le BCRP, la baisse de l'inflation est due à une décélération de plusieurs prix internationaux et à la modération des effets des pluies dans les secteurs les plus touchés tels que l'agriculture et la pêche.

En 2024, les bénéfices boursiers seront soumis à l'impôt sur le revenu.

Depuis 2016, au Pérou il existe une exonération d'impôts sur les bénéfices d'opérations boursières pour les personnes physiques. A la fermeture de l'année législative, cette exonération n'a pas été soumise à temps au vote du parlement. La mesure ne pourra ainsi pas être reconduite pour l'année 2024. **Emiliano Caceres, directeur de l'Association des Sociétés d'Agents Boursiers de Lima (ASAB), a déclaré que, dans ce contexte, la Bourse de Lima aggraverait probablement ses problèmes de faible liquidité et de faible volume d'échanges et serait rétrogradée au rang de marché frontière**

(aujourd'hui, elle est classée comme marché émergent) par MSCI, ce qui risquait de provoquer une fuite des capitaux de la part des investisseurs étrangers et locaux alors que ses homologues de la région éliminent la charge fiscale. Selon le ministère de l'économie et des finances (MEF), en 2023, 237 000 personnes auraient bénéficié de l'exonération, l'objectif étant de 580 000 personnes d'ici 2030. Concrètement, à partir de 2024 les particuliers devront s'acquitter d'un impôt de 5 % des bénéfices d'opérations boursières au titre de l'impôts sur le revenu.

Venezuela

PDVSA conclut un accord avec Repsol pour relancer la coentreprise Petroquiriquire.

Le ministre du pétrole et président de PDVSA, Pedro Tellechea, et le directeur général de l'exploration et de la production de Repsol, Francisco Gea Pascual del Riquelme, ont signé un accord-cadre pour relancer Petroquiriquire et ses « sept annexes ». **Pour mémoire, Petroquiriquire est une co-entreprise ayant des sites de production de pétrole à Maracaibo et à Monagas et dans laquelle l'entreprise espagnole détient une participation de 40 %.**

Petróleos de Venezuela S.A. (PDVSA) et la Refinería di Korsou (RdK) signent un accord pour rétablir les activités commerciales et financières.

Cet accord signé le 12 décembre dernier permettra à PDVSA de reprendre ses opérations de stockage de pétrole et de carburant au terminal de Bullenbaai à Curaçao et au terminal BOPEC à Bonaire. **Ainsi, il permettra la relance du traitement de pétrole brut vénézuélien à la raffinerie de Curaçao (capacité de raffinage d'environ 335 000 bpd) en arrêt depuis 2018.** En outre, l'un des sous-accords concerne la fourniture de carburant à RdK par PDVSA afin de rembourser sa dette.

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants* (Md USD)	Croissance du PIB (en % du PIB)		Compte courant (en % du PIB)	Dette publique brute (en % du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
			2022	2023 p.			2021	Variation par rapport à 2020	
	2023 e	2023 e			2023 p.	2023 p.			Variation en fin de période, 2023 p.
Bolivie	12,13	46,8	3,5	1,8	-2,7	80,8	118	+1	3,6
Colombie	52,16	363,8	7,3	1,4	-4,9	55,0	88	0	8,8
Equateur	18,26	118,69	2,9	1,4	1,5	55,5	95	+4	2,4
Guyana	0,794	16,33	62,3	38,4	18	29,9	108	+1	3,8
Pérou	34,509	264,64	2,7	1,1	-1,9	33,9	84	+1	4,2
Suriname	0,624	3,54	1,0	2,1	1,5	107	99	-7	40
Venezuela	26,54	92,21	8,0	4,0	2,2	n.a.	120	-2	250,0
Argentine	46,8	621,83	5	-2,5	-0,6	89,5	47	0	135,7
Brésil	204,2	2 126,2	2,9	3,1	-1,9	88,1	87	-1	4,9
Chili	20,0	344,4	2,4	-0,5	-3,5	38,4	42	+1	4,5
Mexique	131,2	1 811,47	3,9	3,2	-1,5	52,7	86	+2	4,5

LE CHIFFRE A RETENIR

13 %

Il s'agit du taux directeur, revu à la baisse par la Banque centrale (-25 pdb)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

jacques.robin@dgtresor.gouv.fr, pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Jade PLANCKE, Andrés BRAGANZA, John Anderson COLORADO, Ursula ELEIZALDE, Diego MAGUINA

Abonnez-vous : jacques.robin@dgtresor.gouv.fr